LES NATIONS UNIES

LE VOTE RELATIF À LA MARIJUANA—LES MOTIFS DE L'ABSTENTION DU CANADA

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, puis-je demander au secrétaire d'État aux Affaires extérieures si, aux Nations Unies, les États membres se sont prononcés hier ou ces jours derniers sur la légalisation ou tout au moins sur la possession et l'usage de la marijuana, et, dans le cas où le conseil économique des Nations Unies se serait prononcé à cet égard, pourquoi le Canada s'est-il abstenu de voter?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je dois m'assurer d'abord si l'exposé correspond aux faits. Je prends note de la question.

M. Woolliams: Quand le ministre s'enquerra de la chose, pourrait-il en même temps vérifier si oui ou non tous les autres pays ont voté contre, alors que le Canada s'abstenait de voter?

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LE PROGRAMME AMÉRICAIN DISC—LES DIRECTIVES DU CANADA AUX SOCIÉTÉS ET L'APPLICATION DE LA POLITIQUE

[Plus tard]

M. Max Saltsman (Waterloo): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie et du Commerce au sujet des sociétés qui ont demandé à participer au programme DISC. A-t-il étudié la situation afin de déterminer si ces sociétés ont violé quelque principe directeur imposé aux sociétés par son ministère et entend-il étendre cette politique chaque fois qu'il sera révélé qu'une société demande à participer au DISC?

M. Bruce Howard (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, chaque fois que nous avons appris que des sociétés participaient au programme DISC aux États-Unis, nous avons eu des entretiens avec elles. Je cite, pour exemple, la société de fabrication d'automobiles avec laquelle nous avons des pourparlers depuis deux ou trois semaines. Quant aux autres sociétés, nous cherchons à recueillir le plus de renseignements possibles dans les circonstances et à voir quelles mesures nous pourrions prendre à cet égard. Je signale au député que les changements apportés dans le budget vont permettre aux sociétés canadiennes de mieux soutenir la concurrence des sociétés américaines qui ont recours au programme DISC.

M. Saltsman: Monsieur l'Orateur, puisque la politique gouvernementale va dépendre dans une large mesure du nombre de sociétés qui ont demandé à se prévaloir du programme DISC, le secrétaire parlementaire nous fournirait-il une réponse catégorique pour que nous sachions si les sociétés devront déclarer qu'elles ont présenté des demandes de ce genre?

M. Howard (Okanagan Boundary): Monsieur l'Orateur, je dois tenir cette question comme préavis.

L'ACCORD SUR LA PRODUCTION AUTOMOBILE—LA QUESTION DES GARANTIES

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire au premier ministre. Comme le *Globe and Mail* de ce matin rapporte dans sa section commerciale que le sous-secrétaire des États-Unis, M. Paul A. Volcker, a signifié que le gouvernement américain n'avait pas révisé ses propositions en matière de commerce et qu'il n'avait pas l'intention de le faire avant les prochaines élections fédérales au Canada, et comme le premier ministre de notre pays aurait conclu un marché avec le président des États-Unis pour renoncer aux garanties prévues dans le pacte de l'automobile après le prochain scrutin ici, le premier ministre pourrait-il assurer la Chambre que peu importe les résultats des négociations à l'endroit de ce pacte, les garanties de production prévues dans l'accord ne seront pas abandonnées après les prochaines élections?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je remercie le député de tenir pour établi que nous reviendrons comme gouvernement fort après les prochaines élections.

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Le député fait de la rhétorique.

Le très hon. M. Trudeau: Je parlais évidemment du député néo-démocrate, mais je sais que cela énerve les conservateurs, monsieur l'Orateur.

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Déclenchez les élections maintenant.

Le très hon. M. Trudeau: Je fais toutefois exception des implications ou des insinuations que renferme la question. Il me semble que les changements dont a parlé le député et que, dit-il, il a tirés du *Globe and Mail*, démentissent la question posée par l'ancien chef du NPD lorsqu'il a prétendu que nous traînions la savate. Je voudrais que les deux députés se mettent d'accord.

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: A l'ordre. La présidence autorise le député à poser une dernière question supplémentaire. Nous devons absolument avancer, car nous en sommes encore à la première série de questions.

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. J'ai adressé ma question au très honorable député de Mount Royal en vue de demander sa garantie, car je sais que je n'ai pas à demander pareille chose au député de York-Sud.

Des voix: Oh, oh!

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, je pourrais peut-être poser une question supplémentaire, afin de solutionner ce problème. Le premier ministre ferait-il à la Chambre une déclaration, aujourd'hui ou demain, quant à la date des élections générales?

Le très hon. M. Trudeau: Est-ce une question d'intérêt national, monsieur l'Orateur?

Des voix: Oh, oh!